

● (2040)

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, cette question m'a préoccupé toute la journée. Je réponds au député de Saint-Jean-Est (M. McGrath), que s'il avait parlé aux agriculteurs ontariens, comme je l'ai fait moi-même, et à son collègue, le député de Kent-Essex (M. Danforth), il ne leur dirait pas à eux dont le rôle est d'approvisionner en produits alimentaires le marché canadien, que le coût du pétrole et de l'huile n'a rien à y voir, et je ne parle pas d'huile pour la cuisson. Il ne dirait ni au député de Kent-Essex ni aux maraîchers ontariens que le prix de l'huile n'a aucun rapport avec cette question.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macdonald (Rosedale):** Je suis convaincu que ceux qui s'adonnent à la culture en serre lui diraient en termes, que je ne pourrais répéter et auxquels seuls le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) ou le député de Saint-Jean-Est sauraient donner la répartition, que la question du prix du pétrole est l'une des plus importantes du point de vue des producteurs et des plus pertinentes en matière de production.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macdonald (Rosedale):** Dans ma région comme ailleurs, ce n'est pas seulement une question de mazout pour chauffer les entreprises qui produisent en hiver tomates et autres légumes. Il y a aussi le fait que l'industrie est devenue hautement mécanisée au cours des années. Le pétrole représente une portion considérable du budget global actuel. Il importe donc pour nous de tenir compte de cette tranche importante des frais auxquels le cultivateur doit faire face. Ces frais, que le cultivateur doit assumer tout comme les autres producteurs, sont avec le temps refileés aux clients et se répercutent en définitive sur le prix des aliments au Canada.

C'est à cause de ce sentiment et du sentiment qu'éprouvent les collectivités agricoles de l'Ontario que nous étions heureux ce jour-là de pouvoir venir en aide à ceux qui font de la culture en serre, aux producteurs de champignons et autres agriculteurs. Alors qu'ils auraient eu à faire face à des difficultés cet hiver en signant des contrats d'approvisionnement en mazout ou huile lourde, en raison de l'augmentation des prix des produits pétroliers qui s'est produite, le gouvernement a pris la décision d'imposer des restrictions sur les prix du pétrole jusqu'à la fin de janvier, de manière à ce qu'il puisse en même temps prendre des mesures en vue de dissocier l'augmentation substantielle survenue pour des raisons internes aux États-Unis, qui a eu pour effet de faire monter les prix dans notre pays, des prix pratiqués au Canada.

Je dois dire que cette proposition a rencontré une certaine opposition. Cette opposition émanait évidemment des producteurs de pétrole et du gouvernement de l'Alberta. Sa substance n'a soulevé aucune opposition. Je n'ai encore entendu aucun argument contre. Je n'ai certes entendu aucune réaction contraire de la part du chef de l'opposition (M. Stanfield) ni entendu aucun de ses partisans se plaindre de ce que 30 p. 100 est insuffisant pour les compagnies pétrolières.

En fait, si on considère les arguments du chef de l'opposition et de ses partisans, y compris les députés de Prince Edward-Hastings (M. Hees) et de Calgary-Nord (M. Wool-

### *Prix de l'alimentation*

liams)—malheureusement aucun des deux n'est ici ce soir—on s'aperçoit qu'au lieu de traiter du fond de la question de savoir à combien il convient de fixer le prix du pétrole, ils ont discuté de questions périphériques. Ils ont discuté d'infimes détails de procédure et non du fond ni de savoir si le consommateur paie trop. Ils ont cherché à savoir si un préavis suffisant avait été donné aux États-Unis ou si l'Alberta avait été consultée. Autrement dit, ils ont évité la question fondamentale qui était de savoir si le député de Calgary-Sud (M. Bawden) et le chef de l'opposition estiment que le prix réel du pétrole devrait être limité et si nous devrions passer d'un système à prix unique à un système de double prix afin que les problèmes du marché américain ne se reflètent pas automatiquement sur le nôtre.

**M. Bawden:** Qu'est-il advenu du rapport sur l'énergie?

**M. Macdonald (Rosedale):** Le député de Calgary-Sud demande ce qu'est devenu le rapport sur l'énergie. Je ne pense pas me tromper en disant qu'il était absent lorsque j'en ai parlé aujourd'hui.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je ne puis accepter l'orientation que prend l'intervention du ministre. Je doute que ses propos se rattachent aux attributions du comité qui a étudié les prix des produits alimentaires. Comme je le disais tantôt, et je me rends compte que je peux plaisanter peut-être, nous étudions actuellement un rapport sur les prix des produits alimentaires. Je me demande si la question de l'énergie et des approvisionnements pétroliers de l'Alberta ainsi que les autres problèmes connexes qui ont fait l'objet d'un débat animé durant la période des questions devraient être soulevés au cours du présent débat. La chose a été soulignée par le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) il y a un moment. J'estime qu'il avait raison.

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, j'ai étudié très soigneusement les précédents à cet égard. J'ai examiné particulièrement un débat fort intéressant de l'automne de 1962 pendant lequel le député de Stormont-Dundas (M. Lamoureux) avait présenté d'excellents arguments au sujet des ports, et surtout du port de Cornwall. J'essaie de suivre l'exemple...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je crois me rappeler que la présidence avait décidé que le député avait enfreint le Règlement et que celui-ci s'était rassis.

**Des voix:** Bravo!

**M. Macdonald (Rosedale):** Monsieur l'Orateur, j'ai réfléchi à la chose pendant toute la journée. Le rapport me semble parfaitement clair, mais je croyais qu'il ne serait peut-être pas aussi évident aux yeux d'autres députés. J'aurais une autre occasion, peut-être à l'extérieur de la Chambre, de parler de ces questions, et surtout des importantes délibérations qui ont eu lieu avec le Département d'État des États-Unis.

Je me réjouis de voir ici le député de Calgary-Nord. J'ai lieu de croire qu'avant longtemps j'aurai l'occasion de parler des entretiens avec le gouvernement de l'Alberta. Je vais donc traiter de la question du prix des produits agricoles et des frais des agriculteurs. Je compte bien que cette mesure obtiendra l'appui verbal et catégorique du député de Kent-Essex et d'autres députés qui représentent des régions rurales de l'Ontario.